



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/CART/132
2 juillet 1965

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion d'experts sur la création de centres
communs de services spécialisés dans le
domaine des levés et des cartes
Addis-Abéba, 30 juin - 10 juillet 1965

DISCOURS D'OUVERTURE DE M. R.K.A. GARDINER

SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION

1. C'est avec le plus grand plaisir que je vous souhaite aujourd'hui la bienvenue à la Maison de l'Afrique à l'occasion de cette réunion qui a été organisée pour vous permettre d'étudier la création éventuelle de centres communs de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes.

2. Cette réunion coïncide avec deux événements qui revêtent une importance particulière dans le déroulement de l'activité de la famille des Nations-Unies. Tout d'abord, nous venons de célébrer le 20^{ème} anniversaire de la signature de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, qui a eu lieu à San Francisco en 1945. D'autre part, nous sommes presque exactement au milieu de la décennie des Nations Unies pour le développement. Vous n'ignorez pas que, si la Charte s'étend sur la nécessité de maintenir la paix dans le monde, elle insiste aussi fortement sur la nécessité de "favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande". Les activités de la Commission économique pour l'Afrique sont parfaitement conformes à cette dernière nécessité; au cours de cette réunion, vos travaux, avec les nombreux autres projets de la Commission relatifs aux ressources naturelles et aux autres domaines économiques et sociaux, constitueront la pierre angulaire des efforts que les pays africains déploient pour mettre en oeuvre les prescriptions économiques et sociales de la Charte.

3. Dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour le développement, on a estimé approximativement les progrès réalisés jusqu'ici dans

le sens de l'objectif de 5 pour 100 fixé pour le taux d'accroissement au cours de cette période. Cette estimation fait ressortir que si des pays ont amélioré leur situation, l'écart que l'on observe entre les niveaux de vie des pays en voie de développement et des pays industrialisés n'en subsiste pas moins. En d'autres termes, nous sommes en retard sur les prévisions. Or, en ce qui concerne les ressources naturelles, notre continent est au moins aussi riche que les autres. En l'occurrence, nous nous trouvons devant un problème fondamental : il nous faut étudier et exploiter ces ressources, ce qui vous concerne directement, car les levés et les cartes sont un élément essentiel du processus.

4. Déjà l'Organisation des Nations Unies a pu offrir à de nombreux gouvernements africains un concours utile pour le renforcement de leurs services cartographiques nationaux et la CEA, en particulier, a été mise à contribution pour fournir des conseils à certains pays à l'occasion de la présentation de leurs programmes au Bureau de l'assistance technique et au Fonds spécial des Nations Unies. J'ai la conviction que la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, qui a eu lieu en 1963 à Nairobi, s'est révélée très précieuse pour tous les pays qui y ont participé. En octobre dernier, la Commission a organisé une réunion d'experts qui a eu à étudier la création éventuelle de centres régionaux de formation aux techniques de la photogrammétrie et des levés géophysiques par avion. Dans ce domaine, également, nous pouvons signaler certains progrès : une mission d'enquête commencera très prochainement à visiter les villes où le centre pourrait être installé afin de choisir l'emplacement le plus favorable. Comme vous le savez, nous pourrions alors aborder dans de bonnes conditions le problème de la pénurie de techniciens expérimentés dans ce domaine.

5. A ce propos, nos problèmes ne se limitent pas au renforcement des services cartographiques nationaux. L'expérience nous a appris que nous devons recourir aux techniques les plus modernes et utiliser les appareils les plus perfectionnés qui soient; il en découlera la nécessité de consentir des dépenses considérables, comme aussi de former le personnel technique hautement qualifié nécessaire à la mise en oeuvre du matériel. Or il n'y a pas un seul pays qui puisse rassembler les moyens indispensables en ne puisant que dans ses seules ressources. Une unique solution s'offre alors aux pays :

mettre en commun leurs ressources, ressources financières, personnel technique, matériel. Nous arrivons donc à la raison d'être de cette réunion : étudier la possibilité de créer un ou plusieurs centres communs de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes. La Conférence régionale des Nations Unies dont j'ai parlé il y a quelques instants, a consacré quelques délibérations à ce sujet; une recommandation y a été formulée invitant la Commission économique pour l'Afrique à étudier avec les gouvernements la possibilité de créer des centres communs de cette espèce, en raison précisément du fait qu'individuellement les pays ne pourraient supporter les dépenses prévues et ne possèdent pas de techniciens expérimentés en nombre suffisant pour l'établissement de leurs propres centres, dotés des moyens nécessaires. Le problème a été examiné d'une manière plus détaillée par le Groupe de travail des ressources naturelles, qui est un élément du Comité permanent de la Commission chargé de ces questions. Ce Groupe de travail a recommandé à la CEA de demander à un groupe restreint de mener à bien les travaux préparatoires suivants :

- a) déterminer la nature et l'étendue d'un centre commun;
- b) faire l'inventaire des moyens actuellement disponibles en Afrique dans le domaine des services spécialisés;
- c) étudier l'emplacement d'un centre commun, les frais d'installation et de fonctionnement à prévoir et le mode de financement.

6. A la suite des consultations que nous avons eues récemment avec les gouvernements africains, la nécessité d'un certain nombre de services spécialisés s'est trouvée confirmée; dans leurs réponses, la plupart des gouvernements ont indiqué qu'ils étaient favorables à la création d'un ou de plusieurs centres communs en des lieux convenables.

7. Il n'est pas question, bien entendu, que les centres communs se substituent aux services cartographiques nationaux pour ce qui est des opérations essentielles de levés et de cartographie; la chose, d'ailleurs, serait impossible, étant donné que les travaux de ces services se caractérisent par leur continuité et doivent être exécutés sur place par un personnel permanent. Mais si les centres envisagés sont créés sur une base régionale ou multinationale, ils pourraient répondre aux besoins

des pays qui, à longue échéance, n'ont pas un volume de travail suffisant pour justifier les installations onéreuses dont pourrait disposer un centre important. Dans ces conditions, nous pensons que ces centres seraient autonomes, car ils auraient à offrir des services simultanément à un certain nombre de pays. Les centres bénéficieraient de la combinaison de la spécialisation et de ce que nous pourrions appeler production en grande série; les services qu'ils dispenseraient seraient donc disponibles à un prix relativement faible.

8. Le centre ou les centres communs dont notre réunion doit envisager la création devront se consacrer en premier lieu à des travaux techniques bien déterminés, qu'il serait impossible d'exécuter économiquement à l'échelon national. Il s'agit d'un projet concret, aux caractéristiques précises : il s'agit de préparer la création d'un centre commun. Nous sommes convaincus que les experts que vous êtes, accoutumés à évoluer dans le concret et le précis, nous fourniront des conclusions concrètes et précises. Vous tiendrez compte certainement des besoins actuels et des besoins futurs prévisibles, mais aussi de la possibilité d'obtenir l'appui des gouvernements, des organisations internationales et des autres intéressés. Le conseiller régional de la CEA en matière de cartographie est à votre entière disposition. La mise en oeuvre du projet sera rapide dans la mesure où vous aboutirez à des décisions réalistes et applicables. Vous savez bien mieux que moi que, faute des services techniques appropriés, il est impossible de fournir des données cartographiques de base ou de procéder à des travaux de levé et de cartographie qui soient suffisants; or, faute de ces données de base et de ces travaux, la planification efficace et l'exécution économique des projets axés sur le développement sont tout aussi impossibles.

Je souhaite que vos délibérations soient concluantes.